

# **DYNAMIQUES MIGRATOIRES INTERNES ET RECOMPOSITIONS TERRITORIALES FACE A L'INSECURITE AU BURKINA FASO : UNE LECTURE GEOGRAPHIQUE**

GOUBA Jean Charles ; SODORE Abdoul Azise  
Laboratoire de Recherche en Sciences Humaines et Sociales, Université  
Norbert Zongo (UNZ)  
E mail : jcgouba20@gmail.com  
Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur les Milieux et les Territoires  
E-mail : abdoulazise.sodore@ujkz.bf

## **RESUME**

Depuis 2015, le Burkina Faso est confronté à une crise migratoire interne majeure, marquée par le déplacement de plus de deux millions de personnes fuyant les violences terroristes, l'affaiblissement de l'État et les conflits intercommunautaires. La présente étude propose, dans une approche géographique, une analyse des incidences de ces mobilités forcées sur les territoires d'accueil. La démarche méthodologique s'appuie sur une revue documentaire mobilisant des données secondaires, la cartographie des zones particulièrement affectées (Kaya, Fada N'Gourma, Ouagadougou) ainsi que l'examen des profils des déplacés, des formes de migration et des dispositifs institutionnels de prise en charge. Les résultats mettent en évidence une urbanisation rapide, une pression accrue sur les ressources locales et l'émergence de tensions sociales susceptibles de fragiliser les équilibres territoriaux. Pour y répondre, il apparaît nécessaire d'intégrer la question migratoire dans les politiques d'aménagement du territoire, de renforcer la résilience des communautés locales et de promouvoir une gouvernance inclusive.

**Mots-clés :** Burkina Faso – Insécurité – Déplacés internes – Recomposition spatiale – Aménagement du territoire.

## **ABSTRACT**

Since 2015, Burkina Faso has been facing a major internal migration crisis, marked by the displacement of over two million people fleeing terrorist violence, the weakening of the State, and intercommunal conflicts. This study adopts a geographical perspective to analyse the impacts of these forced mobilities on host territories. The methodological approach relies on a literature review drawing on secondary data, mapping of the most affected areas (Kaya, Fada N'Gourma, Ouagadougou), and an examination of the profiles of displaced persons, forms of migration, and institutional response mechanisms. The findings highlight rapid urbanization, increased pressure on local resources, and the emergence of social tensions likely to undermine

territorial balances. To address these challenges, it appears essential to integrate migration issues into land-use planning policies, strengthen the resilience of local communities, and promote inclusive governance.

**Keywords:** Burkina Faso – Insecurity – Internally Displaced Persons – Spatial recomposition – Land Use Planning.

## INTRODUCTION

Depuis 2015, le Burkina Faso fait face à une montée alarmante de l'insécurité, caractérisée par une multiplication des attaques terroristes, des conflits intercommunautaires et une instabilité persistante, particulièrement dans les régions du Nord, de l'Est, du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun. Ces violences ont profondément bouleversé la géographie humaine du pays, provoquant des déplacements internes massifs. En 2024, plus de 2 millions de personnes étaient recensées comme déplacées internes par le Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR, 2024), un chiffre en constante progression.

Ces mouvements forcés ne se limitent pas à un simple transfert de populations d'un lieu à un autre. Ils reconfigurent les territoires d'accueil, perturbent les équilibres sociaux, accentuent la pression sur les ressources naturelles et mettent en lumière des inégalités territoriales déjà existantes. Il est donc essentiel d'adopter une lecture géographique des dynamiques migratoires internes pour comprendre les mécanismes en jeu, les logiques spatiales des déplacements et les recompositions territoriales qu'ils induisent.

La migration interne liée à l'insécurité au Burkina Faso ne constitue pas un phénomène homogène, mais se caractérise par une forte variabilité spatiale et temporelle (KAS, 2023). Elle soulève ainsi des enjeux majeurs en matière d'aménagement du territoire, de gestion urbaine, de gouvernance foncière et de résilience communautaire. Une analyse géographique approfondie permet d'explorer les interactions entre insécurité, mobilité et transformations des espaces.

La question centrale est donc la suivante : comment l'insécurité influence-t-elle les dynamiques migratoires internes et participe-t-elle à la recomposition des territoires au Burkina Faso ?

Pour y répondre, cette étude se structure en trois axes : d'abord, l'évolution des flux migratoires internes induits par l'insécurité (i) ; ensuite, les transformations spatiales et sociales dans les territoires d'accueil (ii) ; enfin, les réponses en matière d'aménagement territorial et les perspectives de résilience (iii).

## **1. CADRE GEOGRAPHIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE**

### **1.1. Cadre géographique de l'étude**

Cette étude couvre l'ensemble du territoire du Burkina Faso, tout en accordant une attention particulière aux espaces fortement affectés par l'insécurité et les déplacements internes massifs. Dans ce contexte général, il convient d'identifier en premier lieu les principales zones d'où émanent ces flux de populations.

#### ***1.1.1. Zones d'origine des déplacements***

Les zones d'origine des déplacements se concentrent dans plusieurs régions clés :

- Région du Sahel, notamment la province du Soum, foyer historique des violences armées ;
- Centre-Nord, avec les provinces du Sanmatenga et du Loroum, durement frappées par l'expansion des groupes armés ;
- Région de l'Est, incluant les provinces du Komondjari et de la Gnagna, situées à proximité des frontières nigérienne et béninoise ;
- Boucle du Mouhoun, où l'insécurité s'est étendue à certaines communes de l'ouest.

Une fois ces foyers d'insécurité identifiés, il importe de comprendre comment s'organisent les déplacements à travers le territoire national.

#### ***1.1.2. Axes et corridors migratoires internes***

Les flux migratoires internes s'articulent autour de grands axes reliant:

- Les zones rurales périphériques, plus exposées, aux centres urbains considérés comme relativement plus sûrs ;
- Les foyers du Sahel, du Centre-Nord et de l'Est vers des villes telles que Kaya, Dori, Fada N'Gourma, Ouahigouya, et surtout Ouagadougou, la capitale.

L'analyse de ces axes met en évidence des pôles de destination majeurs qu'il convient désormais de présenter pour apprécier leur rôle dans l'accueil et la redistribution des populations déplacées.

#### ***1.1.3. Principaux territoires d'accueil***

Les principaux territoires d'accueil se répartissent ainsi :

- Kaya (Centre-Nord), principal pôle d'accueil, regroupe à lui seul plus de 300 000 déplacés ;

- Ouagadougou (Centre), capitale nationale, constitue un hub administratif et humanitaire majeur ;
- Fada N’Gourma (Est), destination privilégiée pour les populations fuyant les zones frontalières ;
- Des villes moyennes comme Tenkodogo (Centre-Est) et Manga (Centre-Sud) jouent également un rôle non négligeable dans l’accueil.

Ces territoires d’accueil s’inscrivent dans un contexte géographique plus large qu’il convient de situer pour saisir toute la complexité régionale.

#### ***1.1.4. Contexte régional***

Pays enclavé d’Afrique de l’Ouest, le Burkina Faso partage ses frontières avec le Mali, le Niger, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d’Ivoire. Cette position géographique accroît la vulnérabilité de ses zones frontalières, particulièrement exposées aux dynamiques transfrontalières de l’insécurité et aux violences armées.

Ces différents niveaux d’analyse — nationale, régionale et locale — permettent ainsi de dresser une synthèse multiscalaire du cadre géographique retenu.

En résumé, ce découpage géographique rend possible une lecture fine des recompositions territoriales induites par l’insécurité et les flux migratoires internes au Burkina Faso.

## **1.2. Méthodologie de l’étude**

La méthodologie mise en œuvre dans le cadre de cette étude, se décline en quatre axes complémentaires : la collecte et l’analyse de données secondaires pour établir une assise empirique robuste ; l’analyse spatiale et géographique afin de localiser et de qualifier les dynamiques observées ; une synthèse thématique structurée assurant l’organisation logique de l’argumentaire ; et enfin, une validation formelle garantissant la rigueur scientifique et la qualité rédactionnelle de l’ensemble.

### ***1.2.1. Collecte et analyse des données secondaires***

Le premier travail a consisté à recueillir des données fiables et actualisées auprès d’institutions burkinabè telles que le Conseil national de secours d’urgence et de réhabilitation (CONASUR), le Ministère de l’Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD) et l’Institut national de la statistique et de la démographie (INSD). Ces sources ont permis de quantifier les déplacements internes, d’identifier les zones affectées et de retracer la dynamique temporelle des flux.

Parallèlement, des rapports d’organisations internationales telles que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), le

Programme alimentaire mondial (PAM) ou la Banque mondiale, ainsi que de plusieurs ONG (Croix-Rouge, Médecins Sans Frontières), ont été mobilisés afin d'approfondir l'analyse des conséquences humanitaires et socio-économiques.

Des bases de données comme Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) ont également été exploitées pour disposer d'informations géolocalisées sur les incidents sécuritaires, contribuant à la construction d'une cartographie fine des foyers d'insécurité et des itinéraires migratoires.

Enfin, une revue bibliographique de travaux en géographie humaine, en études migratoires et en aménagement du territoire a permis d'intégrer des cadres théoriques et des analyses comparatives issues d'autres contextes africains.

### *1.2.2. Analyse spatiale et géographique*

La localisation des déplacements a été établie à partir des données statistiques et des cartes de terrain existantes, mettant en évidence les provinces les plus affectées et les principales villes d'accueil.

Une distinction a été opérée entre les différentes formes de migrations internes (massives, progressives, temporaires) afin de mieux appréhender la diversité des comportements migratoires.

L'évaluation des effets sur les territoires d'accueil s'est appuyée sur l'analyse des pressions foncières, des transformations urbaines, des tensions sociales et des dégradations environnementales.

### *1.2.3. Synthèse thématique et rédaction structurée*

L'article est structuré autour de trois axes principaux :

- la dynamique des déplacements liée à l'insécurité ;
- les transformations induites dans les territoires d'accueil ;
- les réponses et perspectives d'aménagement.

Chaque partie mobilise des données chiffrées, des exemples de localités (Kaya, Ouagadougou, Soum) et des descriptions précises pour illustrer les processus observés.

Les notions géographiques sont mises en perspective avec les réalités socio-politiques et culturelles propres au Burkina Faso, renforçant ainsi la portée analytique de l'étude.

### *1.2.4. Validation et mise en forme*

Le texte a fait l'objet de relectures attentives afin de garantir la cohérence interne, la fluidité argumentative et la clarté de l'exposition.

L'ensemble répond aux exigences formelles d'une publication universitaire en géographie humaine, avec une structuration claire, des sous-parties explicites et une progression logique entre les différentes sections.

La méthodologie veille à équilibrer l'apport descriptif (données chiffrées, cartographie) et l'analyse interprétative (conséquences, enjeux), pour offrir une lecture complète et argumentée.

## **2. RESULTATS**

### **2.1. Insécurité et émergence de nouvelles dynamiques migratoires internes**

Depuis l'aggravation de la crise sécuritaire au Burkina Faso, l'espace national est marqué par une reconfiguration profonde des dynamiques migratoires internes, sous l'effet conjugué de l'évolution géographique des foyers d'insécurité, de la diversité des formes de déplacements et de la complexité croissante des flux migratoires.

#### ***2.1.1. Evolution géographique des foyers d'insécurité***

L'extension progressive des zones d'insécurité à l'échelle nationale, autrefois concentrées dans certaines régions, a profondément redessiné la géographie des territoires à risque, influençant ainsi les zones de départ et de repli des populations.

Depuis le milieu des années 2010, la sécurité intérieure du Burkina Faso s'est rapidement dégradée, avec une extension progressive des violences. D'abord concentrées aux frontières avec le Mali et le Niger, notamment dans la province du Soum (région du Sahel), ces violences se sont étendues aux régions du Centre-Nord, de l'Est, de la Boucle du Mouhoun, ainsi qu'à certaines parties du Centre-Ouest et du Plateau central (Bagayoko, N. et Savadogo, M. (2022).

En 2023, selon le Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR, 2024), plus de 53 % du territoire national était sous menace sécuritaire. Le nombre de déplacés internes est passé de 87 000 en 2018 à plus de 2 millions en 2024. Les provinces les plus affectées (Soum, Sanmatenga, Loroum, Komondjari), enregistrent les taux les plus élevés de déplacements forcés.

Ces régions subissent une présence accrue de groupes armés non étatiques, tels que le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), responsables d'attaques ciblant forces de sécurité, représentants étatiques et populations civiles. Entre 2016 et 2023, plus de 20 000 décès ont été imputés aux violences terroristes (CEDOCA, 2023).

Cette propagation de l'insécurité a fragilisé la présence de l'Etat dans environ 40 % des communes rurales, provoquant l'abandon de près de 6 000 villages et poussant les populations à se replier vers des centres urbains ou des zones perçues comme plus sûres. Peur, représailles, assassinats ciblés, conflits intercommunautaires et rivalités économiques liées au contrôle des ressources déclenchent ainsi des déplacements massifs (Cluster Protection, 2022 ; KAS, 2023).

### ***2.1.2. Typologie et temporalité des déplacements***

En lien avec cette évolution spatiale du danger, les formes de déplacements internes se sont multipliées et diversifiées, oscillant entre urgences brutales et exils prolongés, selon les profils des populations concernées et les dynamiques locales du conflit.

Les déplacements internes ne sont ni linéaires ni homogènes. Selon Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC, 2024), plusieurs formes se distinguent selon les contextes locaux et la nature des violences :

- ✓ Déplacements massifs et soudains, en réaction immédiate à une attaque ou menace imminente, avec une forte vulnérabilité.
- ✓ Déplacements progressifs, où des membres de la famille migrent d'abord seuls avant un exode complet.
- ✓ Mobilités cycliques ou temporaires, alternant entre départs et retours selon la situation sécuritaire.

La temporalité des flux est étroitement liée à la dynamique de la violence, mais aussi aux stratégies d'adaptation des ménages. Les profils des déplacés sont divers : paysans, éleveurs, commerçants, artisans, fonctionnaires. Néanmoins, ce sont surtout les populations rurales pauvres, faiblement scolarisées et dépendantes de l'agriculture ou de l'élevage, qui sont les plus affectées (KAS, 2023).

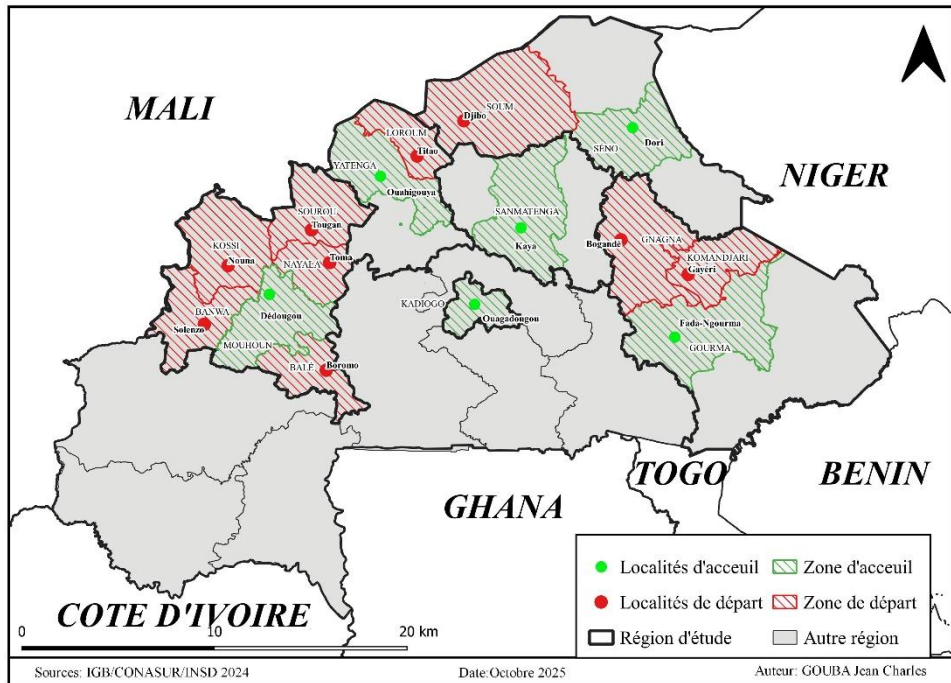
Ces mutations ont donné lieu à de nouveaux flux migratoires internes, dont la lecture cartographique permet de mieux comprendre les logiques d'installation, les itinéraires empruntés ainsi que les territoires d'accueil en tension ou en recomposition.

### ***2.1.3. Cartographie des flux migratoires***

Les flux migratoires suivent des trajectoires spatiales marquées. Un schéma dominant relie les zones périphériques aux centres urbains, en direction des chefs-lieux provinciaux et régionaux, ainsi que des grandes villes comme Ouagadougou, Kaya, Fada N'Gourma, Dori et Tenkodogo (KAS, 2023 ; OCHA, 2023).

L'analyse cartographique des zones de départ et d'accueil des personnes déplacées internes (PDI) constitue un outil pertinent pour appréhender la dimension spatiale de la crise, en identifiant les foyers de départ, les espaces de repli et les logiques territoriales sous-jacentes. La carte ci-dessous, réalisée à cet effet présente la situation en 2024, révélant à la fois les contrastes régionaux et les dynamiques migratoires internes qui en découlent.

Carte 1 : Dynamique de la répartition des personnes déplacées internes au Burkina Faso



L'analyse de la carte révèle une opposition marquée entre les zones de départ, situées dans le Nord et l'Est (Soum, Loroum, Yatenga, Séno, Gnagna, Komandjari, Gourma), et les zones d'accueil, concentrées dans le Centre, le Centre-Nord, le Centre-Ouest.

Les premières, fortement touchées par l'insécurité, les attaques armées et la destruction des services publics, connaissent un exode massif. Les secondes, relativement stables, accueillent les déplacés internes dans des localités comme Ouagadougou, Kaya, Dédougou ou Fada N'Gourma, bénéficiant d'infrastructures et de la présence d'acteurs humanitaires.

Les flux migratoires suivent un axe Nord-Est vers Centre-Ouest, traduisant une reterritorialisation forcée du peuplement. Cette dynamique exerce une pression croissante sur les zones d'accueil, tandis que les régions d'origine se déstructurent économiquement et socialement.

En somme, la carte illustre la géographie de la crise sécuritaire et humanitaire au Burkina Faso et montre comment les déplacements internes redéfinissent les équilibres démographiques et territoriaux. Elle souligne l'urgence d'une gestion territorialisée de la crise, alliant sécurisation des zones de départ, planification urbaine des zones d'accueil et coordination des interventions humanitaires et publiques.

Les tendances spatiales observées sur la carte se confirment à la lecture du tableau I ci-dessous, qui précise la distribution régionale des personnes déplacées internes. Les régions du Sahel et de l’Est concentrent à elles seules plus de la moitié des départs enregistrés, tandis que le Centre et le Centre-Ouest, apparaissent comme les principaux pôles d’accueil.

Tableau I : Répartition régionale des personnes déplacées internes

Région	Nombre de PDI estimé	Zones d’accueil principales	Observation synthétique
Sahel (Soum, Séno...)	650 000	—	Zone majeure de départ
Est (Gnagna, Gourma)	520 000	—	Départ massif
Centre-Nord (Sanmatenga, Namentenga)	480 000	Kaya, Barsalogho	Accueil important
Centre (Ouagadougou)	210 000	Ouagadougou	Accueil administratif et humanitaire
Boucle du Mouhoun	180 000	Dédougou, Solenzo	Accueil secondaire
Centre-Ouest	160 000	Boromo, Koudougou	Accueil secondaire
Sud-Ouest / Cascades	90 000	Gaoua, Banfora	Accueil limité
Total national	2 290 000		

Source : CONASUR, 2024

L’analyse du tableau met en évidence une forte disparité régionale dans la répartition des 2 290 000 personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso. Les régions du Sahel et de l’Est, totalisant plus de la moitié des déplacés, apparaissent comme les principaux foyers de départ. Le Centre-Nord, notamment Kaya, joue un rôle d’interface entre zones de départ et d’accueil. Les régions centrales et méridionales (Centre, chef-lieu de la Boucle du Mouhoun, Centre-Ouest) assurent l’essentiel de l’accueil, tandis que le Sud-Ouest reste marginal. Globalement, les flux suivent un axe Nord–Sud,

traduisant une recomposition territoriale liée à l'insécurité et aux migrations forcées.

La répartition régionale des PDI corrobore et précise les tendances observées sur la carte précédente, mettant en lumière les zones de départ et d'accueil ainsi que l'orientation générale des flux migratoires internes. La montée de l'insécurité au Burkina Faso a profondément modifié les dynamiques migratoires internes, en intensifiant et en réorientant les flux humains à travers le pays. Ces mouvements, bien qu'initialement motivés par la recherche de sécurité, s'inscrivent dans une logique plus large de recomposition spatiale, qui affecte autant les territoires d'origine que ceux d'accueil. L'analyse de ces recompositions fait l'objet du prochain axe.

## **2.2. Les territoires d'accueil : entre pressions spatiales et recompositions**

Face à l'ampleur des déplacements internes, les territoires d'accueil se trouvent confrontés à des mutations profondes, tant en termes de dynamique spatiale que de gestion des ressources. Ces espaces, qui assument une fonction de refuge, sont soumis à des pressions croissantes sur les plans urbain, social et environnemental.

Cette partie s'attache à analyser les contrastes d'attractivité entre régions d'accueil, les effets sur l'organisation de l'espace et les tensions nées de cette nouvelle occupation du territoire.

### ***2.2.1. Attractivité différenciée des régions d'accueil***

Toutes les régions du Burkina Faso n'exercent pas le même pouvoir d'attraction sur les populations déplacées.

A la fin de 2023, plus de 2,2 millions de personnes déplacées internes avaient trouvé refuge dans diverses localités du pays, souvent selon des logiques géographiques, sécuritaires et sociales différenciées. Certaines zones apparaissent comme des destinations privilégiées en raison de conditions particulières favorables à leur accueil (CONASUR, 2024). Selon l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD, 2023), les territoires d'accueil les plus sollicités sont notamment ceux où :

- ✓ la présence de l'Etat et des forces de défense est perçue comme stable et protectrice ;
- ✓ les infrastructures de base sont disponibles, comme à Kaya avec ses centres de santé, écoles et routes praticables ;
- ✓ la proximité avec les régions d'origine permet d'envisager un retour plus aisé à moyen terme ;
- ✓ des dispositifs humanitaires sont en place, à l'instar de Ouagadougou.

Dans ce contexte, certaines villes moyennes comme Tenkodogo (Centre-Est) ou Manga (Centre-Sud), peu préparées à absorber une telle croissance démographique, enregistrent néanmoins un afflux significatif. Cette attractivité a souvent donné lieu à des installations spontanées et informelles : à Kaya, près de 50 % des déplacés vivent dans des sites non reconnus, en marge du cadre urbanistique formel, ce qui contribue à une urbanisation rapide, désordonnée et difficilement maîtrisable (OCHA, 2023).

### ***2.2.2. Impacts sur l'urbanisation et l'occupation de l'espace***

Cette forte concentration de populations déplacées dans les territoires d'accueil bouleverse les dynamiques d'urbanisation et d'occupation de l'espace, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Les mutations observées touchent directement la morphologie urbaine, la gestion des services de base et l'organisation spatiale des localités.

Selon Konrad Adenauer Stiftung (KAS, 2023), en milieu urbain, les effets sont particulièrement marqués :

- ✓ expansion périphérique rapide : des villes comme Ouahigouya ont accueilli plus de 30 000 déplacés, contribuant à la formation de plus de 20 quartiers spontanés à la périphérie ;
- ✓ saturation des services publics : à Kaya, certaines écoles accueillent jusqu'à 150 élèves par classe, et les centres de santé enregistrent une hausse de fréquentation de 40 à 60 % ;
- ✓ concurrence dans l'économie informelle : les marchés locaux voient l'arrivée massive de commerçants déplacés, représentant parfois 35 % des vendeurs.

En milieu rural, les implantations proches des villages hôtes engendrent aussi de nombreuses tensions (Ibid.) :

- ✓ plus de 300 sites ont été créés, dont seuls 100 sont officiellement reconnus ;
- ✓ la pression sur les ressources naturelles, comme le bois de chauffe, est en forte augmentation (+70 % dans certaines zones) ;
- ✓ des conflits fonciers émergent dans plus de 20 % des villages accueillant les déplacés.

### ***2.2.3. Pressions foncières, agricoles et environnementales***

Au-delà des aspects démographiques et urbanistiques, l'accueil massif des déplacés exerce une pression croissante sur les ressources foncières, agricoles et environnementales, avec des conséquences préoccupantes pour la durabilité des territoires concernés. Selon les travaux du Programme

alimentaire mondial (PAM, 2020), sur le plan foncier, la situation est critique :

- ✓ environ 65 % des sites occupés par les déplacés reposent sur des terres sans sécurisation juridique, favorisant les conflits ;
- ✓ la surface agricole disponible par habitant a chuté de 1,2 à 0,6 hectare dans certaines communes ;
- ✓ les systèmes coutumiers de gestion des terres sont de plus en plus remis en cause, suscitant des tensions entre autochtones et déplacés.

Selon le Conseil danois pour les réfugiés (DRC, 2025), les conséquences environnementales sont tout aussi alarmantes :

- ✓ la consommation de bois a doublé dans plusieurs localités, accentuant la déforestation, qui atteint désormais un taux annuel de 2,5 % autour des grands centres ;
- ✓ l'accès à l'eau potable devient un facteur de conflit, en raison de la multiplication des points de prélèvement informels et de la rareté de la ressource.

Ces différentes pressions exacerbent la vulnérabilité des populations hôtes comme déplacées et risquent de provoquer une dégradation durable des écosystèmes, compromettant les perspectives de résilience des territoires d'accueil.

Les territoires d'accueil des déplacés internes au Burkina Faso sont soumis à une pression multidimensionnelle. L'ampleur et la rapidité des migrations internes transforment profondément l'occupation de l'espace, les dynamiques urbaines, l'équilibre environnemental et les relations sociales. Ces recompositions spatiales posent un défi majeur aux acteurs de l'aménagement du territoire, qui doivent désormais intégrer la variable migratoire dans leurs politiques.

### **2.3. Aménagement territorial et perspectives de résilience**

La crise migratoire interne au Burkina Faso ne constitue pas seulement un défi humanitaire ; elle soulève également des questions majeures en matière d'aménagement du territoire et de durabilité sociale et environnementale. Face à cette situation, des réponses institutionnelles ont été initiées, des stratégies locales d'adaptation se sont développées, et de nouveaux enjeux pour la planification territoriale émergent.

#### ***2.3.1. Réponses institutionnelles et politiques publiques***

Face à l'ampleur de la crise, les pouvoirs publics burkinabè ont mis en œuvre diverses mesures pour encadrer l'accueil des populations déplacées et atténuer les déséquilibres territoriaux. Ces interventions s'inscrivent dans une

volonté de réorganisation de l'espace national, tout en répondant aux urgences humanitaires immédiates.

Parmi les principales actions engagées à l'instar du Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale du Burkina Faso (MAHSN, 2023), on note :

- ✓ la création de comités locaux de gestion des déplacés, souvent animés par les autorités communales ou provinciales ;
- ✓ la mise en place de programmes de réinstallation encadrée ou d'hébergement temporaire, avec l'appui des partenaires techniques et financiers ;
- ✓ le développement d'infrastructures de base, notamment scolaires et sanitaires, dans certaines zones d'accueil ciblées ;
- ✓ le renforcement de la sécurité de proximité, pour rassurer les communautés hôtes comme les déplacés.

Ces efforts sont menés en collaboration avec plusieurs organisations internationales telles que le HCR, le PAM ou la Croix-Rouge. Toutefois, leur portée reste limitée : le manque de financement, l'insuffisance de coordination entre les acteurs et l'absence d'ancrage structurel de certaines mesures limitent leur efficacité à moyen et long terme.

### ***2.3.2. Stratégies locales d'adaptation et solidarités***

En parallèle des actions institutionnelles, des dynamiques locales d'adaptation émergent au sein des territoires d'accueil. Ces stratégies, portées à la fois par les communautés déplacées et les populations autochtones, traduisent une forme de résilience communautaire fondée sur la solidarité, la négociation sociale et la gestion coutumière des ressources. Selon l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ, 2023), parmi ces initiatives, on observe :

- ✓ la mise en place de comités villageois mixtes chargés de prévenir ou résoudre les conflits fonciers ;
- ✓ l'instauration d'accords de partage des ressources agricoles (terres, eau, pâturages) selon des pratiques coutumières adaptatives ;
- ✓ des actions communautaires de reboisement, de gestion de l'eau ou d'entretien des infrastructures collectives ;
- ✓ le développement d'activités économiques partagées, telles que les coopératives agricoles ou les marchés mixtes.

Bien que souvent précaires et informelles, ces initiatives jouent un rôle crucial dans le maintien du tissu social et dans la gestion pacifique des cohabitations, en l'absence de dispositifs institutionnels solides.

### ***2.3.3. Enjeux pour un aménagement territorial durable***

A long terme, la récurrence des déplacements internes impose une relecture des politiques d'aménagement du territoire. Il ne s'agit plus seulement de gérer une urgence temporaire, mais de penser une organisation spatiale capable d'intégrer durablement les flux migratoires et leurs effets sur les territoires. Plusieurs orientations stratégiques s'imposent :

- ✓ intégrer la question des déplacements forcés dans les schémas régionaux et communaux d'aménagement du territoire ;
- ✓ sécuriser juridiquement le foncier, notamment dans les zones d'installation spontanée, pour prévenir les conflits ;
- ✓ adapter les infrastructures (éducation, santé, habitat, mobilité) à l'évolution démographique dans les zones d'accueil ;
- ✓ promouvoir une gouvernance inclusive, fondée sur la participation des déplacés et des communautés hôtes aux processus décisionnels ;
- ✓ anticiper les mutations urbaines liées à la sédentarisation progressive des déplacés et à la croissance périphérique des villes.

La mise en œuvre de ces orientations suppose une volonté politique affirmée, une coordination renforcée entre acteurs étatiques, décentralisés et associatifs, ainsi qu'un engagement financier conséquent pour répondre aux défis structurels.

Les migrations internes liées à l'insécurité ne constituent pas seulement une urgence humanitaire, mais un véritable fait spatial et territorial. Pour y répondre, il est impératif de renouveler les politiques d'aménagement du territoire, de renforcer la gouvernance locale et de concevoir des modèles résilients capables d'intégrer les mobilités contraintes dans une perspective de développement durable.

## **3. DISCUSSION**

Les résultats confirment l'objectif principal de l'étude : *analyser les effets territoriaux de l'insécurité sur les dynamiques migratoires internes au Burkina Faso et leurs implications pour l'aménagement du territoire*. Les foyers de violence, initialement concentrés dans le Sahel et l'Est, se sont progressivement étendus, corroborant les constats de (OUALI LOMPO, Bahanla, 2023 ; CONASUR, 2024), soulignant la nécessité d'un suivi précis des recompositions migratoires.

Les flux internes sont variés — massifs, progressifs et cycliques — et liés à la recherche de sécurité, à la proximité géographique et à l'accessibilité des infrastructures, en accord avec l'OIM (2022). Les zones d'accueil subissent une urbanisation rapide et une pression accrue sur les ressources, entraînant des tensions sociales, ce qui rejoint les analyses de l'INSD (2019)

sur les effets socio-spatiaux des migrations. L'étude met également en avant des stratégies locales et institutionnelles pour intégrer ces dynamiques dans une planification territoriale durable.

Comparée aux travaux antérieurs, cette recherche apporte une lecture territoriale plus fine, mettant en évidence les recompositions urbaines, les transformations foncières et sociales dans les zones d'accueil, ainsi que le lien entre urbanisation informelle et insécurité, aspects peu abordés dans les rapports institutionnels. Elle propose en outre des perspectives concrètes pour l'aménagement durable et la gestion des migrations.

Certaines limites sont à noter : l'étude repose principalement sur des données quantitatives et institutionnelles, le lien entre insécurité et changements climatiques reste peu exploré, et les questions de retour et de réintégration des déplacés sont insuffisamment traitées. Une approche qualitative ou ethnographique pourrait enrichir la compréhension des dynamiques locales.

En somme, cette étude documente de manière rigoureuse les impacts multidimensionnels des migrations internes liées à l'insécurité et ouvre de nouvelles pistes pour renforcer la planification territoriale et la gouvernance locale dans une logique de durabilité et de résilience.

Les résultats de cet article s'inscrivent pleinement dans les objectifs visés, en documentant les impacts multidimensionnels des migrations internes provoquées par l'insécurité au Burkina Faso. Ils prolongent et complètent les travaux antérieurs tout en ouvrant de nouvelles pistes d'analyse, notamment sur le lien entre dynamiques migratoires et aménagement territorial. L'enjeu, désormais, est de renforcer la planification spatiale et la gouvernance locale pour accompagner ces transformations dans une logique de résilience et de durabilité.

## **CONCLUSION GENERALE**

L'insécurité au Burkina Faso engendre des migrations internes massives qui transforment profondément la géographie humaine et les dynamiques territoriales du pays. Ces déplacements forcés bouleversent l'organisation spatiale, concentrent les populations dans des zones souvent précaires, exacerbent les tensions sociales et provoquent une pression intense sur les ressources naturelles.

Comprendre ces dynamiques nécessite une approche géographique fine qui considère non seulement les flux migratoires, mais aussi les recompositions territoriales, les réponses institutionnelles et les stratégies locales de résilience. Les territoires d'accueil, tout en offrant un refuge, font face à des défis majeurs en matière d'aménagement, de gestion foncière et d'intégration sociale.

Pour relever ces défis, une politique d'aménagement durable doit être mise en place, alliant sécurité, développement local et cohésion sociale. La crise des migrations internes liée à l'insécurité au Burkina Faso est ainsi non seulement un enjeu humanitaire, mais aussi un défi géographique fondamental pour la stabilité et le développement national.

## **BIBLIOGRAPHIE**

- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). (2022). *Dynamique des conflits armés et insécurité au Sahel : rapport annuel 2022*. Washington D.C.: ACLED.
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). (2023). *Mise à jour des tendances sécuritaires au Burkina Faso, 2023*. Washington D.C. : ACLED.
- Agence allemande de coopération internationale (GIZ). (2023). *Burkina Faso : appui aux personnes déplacées internes et renforcement de la résilience des communes d'accueil*. Note d'information, GIZ-BF, 4 pages.
- Bagayoko, N. et Savadogo, M. (2022). *L'architecture de sécurité intérieure burkinabé face à la gestion d'une crise multidimensionnelle*. Norwegian Institute of International Affairs, Working Paper [898 / 2022], 21 pages.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). (2023). *Aperçu humanitaire du Burkina Faso*.
- Centre de documentation et de recherches (CEDOCA). (2023). *Burkina Faso : Situation sécuritaire*. Cedoca - CGRA, 13 juillet 2023, 45 pages.
- Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS). (2023). *Changements climatiques, pressions sur les ressources naturelles et conflits d'usage en Afrique de l'Ouest*. Ouagadougou : CILSS.
- Cluster Protection. (2022). *Burkina Faso : Analyse De Protection*. Cluster Protection-Burkina Faso, Décembre 2022, 15 pages.
- Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR). (2024). *Situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso : Rapport annuel*.
- Conseil danois pour les réfugiés (DRC). (2025). *Les impacts de l'afflux de déplacés sur les « centres urbains » : analyse des dynamiques plurielles dans*

les chefs-lieux de commune et région. *Rapport, Conseil Danois pour les Réfugiés - DRC, Janvier 2025*, 39 pages.

Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC). (2022). *Typologies et dynamiques des déplacements forcés : étude de terrain au Burkina Faso*. Oslo : NRC.

Degorce, A et al. (2024). *Réfugié en son propre pays : Enquête collective sur les personnes déplacées internes à Ouagadougou (Burkina Faso)*. (IMAF, UMR 8171 CNRS -243 IRD-AMU-EHESS-EPHE-Université Paris 1, 110 pages.

Guichaoua, Y. (2021). *Mobilités contraintes et recompositions territoriales en Afrique de l'Ouest. Afrique contemporaine, (279), 85–102.* <https://doi.org/10.3917/afco.279.0085> (ajouter le DOI si disponible)

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). (2022). *Rapport sur la situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso*. Genève : HCR.

Hilgers, M. (2018). *Espaces de crise et mobilités dans le Burkina Faso contemporain. Autrepart, (85-86), 109–128.* <https://doi.org/10.3917/autr.085.0109>.

Hubert, A. (2022). *Déplacés au Burkina Faso : Comment les prendre en compte dans la planification des services d'eau potable ? Cas des communes de Ouahigouya et Kongoussi dans le cadre du projet nex'eau. Rapport de recherche opérationnelle – Nex'Eau, 59 pages.*

Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC). (2024). *Déplacement interne en Afrique : évolution des tendances (2009-2023)*. Internal Displacement Monitoring Centre. <https://doi.org/10.55363/IDMC.VYIL2669>

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). (2019). *Enquête nationale sur les déplacements internes et leurs déterminants socio-économiques au Burkina Faso*. Ouagadougou : INSD.

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). (2023). *Rapport sur les déplacements internes liés à l'insécurité au Burkina Faso*. Ouagadougou.

Konrad Adenauer Stiftung (KAS). (2023). *Etude de la migration au Burkina Faso : Rapport final*. Avril 2023, 86 pages.

Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale (MAHSN). (2023). Standard de prise en charge des personnes déplacées internes et personnes vulnérables des communautés d'accueil au Burkina Faso. *Rapport, novembre 2023*, MAHSN-BF, 44 pages.

Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD). (2020). *Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT)*.

OUALI LOMPO, Bahanla (2023). *Le CONASUR face aux défis liés à la résilience de personnes déplacées internes au Burkina Faso dans un contexte de précarité socio-économique : le cas des PDI de Kaya*. Mémoire de Master, Université de Genève, 2023, 113 p. [En ligne] : <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:170031> (consulté le 10 octobre 2025).

Organisation internationale pour les migrations (IOM, 2022). *Burkina Faso — Rapport sur les mobilités au Burkina Faso*. Organisation Internationale pour les Migrations, juin 2022, 14 pages. [En ligne] : <https://dtm.iom.int/reports/burkina-faso-rapport-sur-les-mobilites-au-burkina-faso-juin-2022> (consulté le 12 octobre 2025).

Programme alimentaire mondial (PAM). (2020). Région du Liptako-Gourma : Conflits persistants, pertes des terres agricoles et insécurité alimentaire récurrente. *Rapport PAM Analyse des vulnérabilités, Région du Liptako-Gourma*, 50 pages.

Programme Alimentaire Mondial (PAM). (2024). Mobilités et insécurité alimentaire : diversité des déplacements dans les zones de crise. Rome : PAM.

World Bank. (2022). *Forced displacement in the Sahel: Regional trends and country profiles*. <https://www.worldbank.org>, consulté le 15 août, 2025.